

Les foyers de la haine antisémite en France

Simon Wuhl

Depuis plus d'une quinzaine d'années, un climat de haine anti-juive s'est installé en France, d'une ampleur inégalée depuis la Seconde Guerre mondiale. Avec, dans ses facettes les plus meurtrières qui ne sont que la partie émergée du phénomène, une série d'assassinats de personnes juives, uniquement parce que nées juives. Avec, en point d'orgue, la tuerie terroriste et islamiste de Toulouse en 2012 qui a ciblé des enfants juifs, pour la première fois depuis la Shoah en France. S'ils n'atteignent pas tous ce niveau de violence sanguinaire, les actes antisémites se multiplient sous les formes les plus diverses : agressions physiques et verbales dans certaines banlieues comme en milieu scolaire, dégradation de lieux religieux et symboliques du judaïsme, développement de sites Internet à caractère complotiste et antisémite, amplification de l'obsession haineuse et anti-juive par le tandem d'extrême droite Dieudonné/Soral, devenus de véritables maîtres à penser de l'antisémitisme pour nombre de leurs partisans. Tout cela, rappelons-le si besoin, avec en arrière-fond le conflit israélo-palestinien très présent en France depuis le début des années 2000. Nous assistons depuis à la montée d'un antisionisme particulièrement virulent, en provenance de certaines mouvances arabo-musulmanes, d'éléments appartenant à l'extrême gauche et à l'ultra-gauche également, dont nous aurons à examiner les liens, parfois, avec l'antisémitisme lui-même.

Il n'est donc pas étonnant que cet ensemble constitutif du processus de violence antisémite crée un climat d'angoisse au sein du monde juif et de sa partie la plus visible surtout, avec des répercussions profondes sur la vie

quotidienne d'un nombre grandissant de Juifs en France : sur le plan du lieu de résidence, du choix de l'école hors du public et de l'émigration en Israël ou vers d'autres pays. La sidération face à une telle résurgence de l'antisémitisme, soixante-dix ans seulement après la Shoah, dépasse certes le monde juif. L'historien Vincent Duclert par exemple, Grand spécialiste de l'affaire Dreyfus, fait part de son effarement en écrivant que « c'est [ce climat de terreur anti-juive] inconcevable en France, dans un pays qui fonde ses idéaux plus encore qu'au moment de l'affaire Dreyfus sur l'État de droit, la paix civile, l'égalité des citoyens, la tolérance religieuse... ».¹

Les études, enquêtes et données statistiques sur le racisme et l'antisémitisme sont nombreuses et font toutes état d'une contradiction apparente concernant les Juifs² : les opinions antisémites régressent dans l'ensemble de la population alors que les actes antisémites ont considérablement augmenté, notamment depuis la relance du conflit israélo-palestinien au début des années 2000.

Sur le plan des *opinions*, en se basant sur une enquête Ipsos en 2014-2015³ en collaboration avec les sociologues Dominique Schnapper et Chantal Bordès-Benayoun, les Français considèrent massivement que « les Juifs sont bien intégrés en France ». Même si un certain nombre de stéréotypes demeurent bien ancrés tels que : « ils ont beaucoup de pouvoir » (56 % des sondés), « ils sont trop présents dans les médias » (41 %) ; 60 % des sondés pensent même que « les Juifs ont leur part de responsabilité dans la montée de l'antisémitisme » ; enfin, ils ne sont « que » 13 % à proclamer qu'il y a « trop de Juifs en France ». Mais relève Dominique Schnapper, d'autres jugements sont beaucoup plus favorables, tels que : « Le judaïsme fait partie de la culture française », ou, « les Juifs ont beaucoup apporté aux arts et à la littérature française ». Si on s'en tient donc aux opinions, la Commission

1. Vincent Duclert, « L'antisémitisme sans fin », in revue *Esprit*, avril 2019.

2. Le nom « Juif » s'écrira ici avec un J majuscule lorsqu'il s'agira du peuple et avec un j minuscule lorsqu'il s'agira de la religion. Mais dans les citations, nous respecterons l'écriture de l'auteur.

3. *Perceptions et attentes de la population juive. Le rapport à l'autre et aux minorités*, 2015, Site Ipsos.fr.

Voir également: Dominique Schnapper, « Enquêtes sociologiques », in Dominique Schnapper et alii. (dir.), *Réflexions sur l'antisémitisme*, Odile Jacob, 2016, p. 231-234.

nationale consultative des droits de l'homme relève dans son rapport 2017 sur *la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie*: « La hiérarchie des rejets demeure stable : les minorités juives, noires et asiatiques restent les mieux acceptées, les Maghrébins et les musulmans les moins acceptés, à l'exception des Roms et des gens du voyage, de loin les plus rejetés »¹.

Les *actes* antisémites sont répertoriés par le Service de protection de la communauté juive (SPCJ) en liaison avec le ministère de l'Intérieur. Les actes antisémites recensés comprennent les attentats ou tentatives, les homicides ou tentatives, les violences, les incendies ou tentatives, les dégradations et le vandalisme. A côté de ces « *actes* » s'ajoute une rubrique « *menaces* » qui regroupe les propos, gestes menaçants et démonstrations injurieuses, les tracts, courriers et inscriptions à caractère antisémite. Dans leur étude basée sur une enquête de l'IFOP pour la Fondation Jean Jaurès, portant sur la montée des violences antisémite et les répercussions sur la vie de la population juive en France, Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach relèvent à propos de ce classement des « *actes* » que, certes, « les faits inventoriés sont de nature très différente et leur impact est bien entendu très variable. Un homicide (comme celui d'Ilan Halimi,) n'aura pas du tout le même écho qu'une agression dans la rue ou la dégradation d'un lieu de culte ; mais ces faits répétés régulièrement contribuent aussi à créer un climat d'insécurité et à entretenir le sentiment d'une menace permanente et diffuse... Ce ressenti s'est progressivement mis en place dans la communauté juive sous l'effet de l'explosion des actes antisémites (de toute nature) dès l'année 2000. »²

En effet, si le ministère de l'Intérieur n'enregistre « que » 82 actes antisémites en 1999, le chiffre explose à 744 en l'an 2000, soit 9 fois plus en un an. Puis ces chiffres se maintiennent à un niveau très élevé, avec des pics au gré de l'intensification du conflit israélo-palestinien : soit par exemple, un chiffre record en 2004 (974 actes, 10 fois plus qu'en 1999 ; ou 851 actes en 2014, 8 fois plus qu'en 1999. Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, reprenant une conclusion du rapport du SPCJ, notent que « 51 % des actes racistes commis en France en 2014 sont dirigés contre des Juifs, alors qu'ils représentent un peu moins de 1 % de la population française. Moins de

1. Cncdh.fr/27e-rapport-sur-la-lutte-contre-le-racisme.

2. Jérôme Fourquet, Sylvain Manternach, *L'an prochain à Jérusalem*, Éditions de L'Aube, 2016, p.25-26.

1 % des citoyens du pays est la cible de la moitié des actes racistes commis en France. »¹

A la lumière de l'ensemble de ces données, une conclusion s'impose : Il existe en France des *foyers* actifs et particulièrement virulents de haine antisémite qui se manifestent ou se réaffirment depuis une quinzaine d'années, notamment dans le sillage de la relance du conflit *israélo-palestinien*. D'ailleurs, l'année 2018 a inauguré une rupture concomitante de l'assassinat de Mireille Knoll, 85 ans, rescapée de la Shoah : alors que les pics d'antisémitisme étaient généralement corrélés à une intensification du conflit israélo-palestinien, les actes enregistrés progressaient de 74 % par rapport à 2017, sans lien apparent avec celui-ci. Face à l'ampleur du phénomène, combinant assassinat, violence anti-juive de toutes sortes et démonstration décomplexée de vocifération antisémite en accompagnement de certaines manifestations de Gilets jaunes, la presse a commencé à s'émouvoir. Nous reprenons par exemple ici de larges extraits de l'éditorial de Laurent Joffrin dans le journal *Liberation* du 12 février 2019, intitulé « Résurgence », qui nous semble bien résumer l'état des lieux de l'antisémitisme à cette date :

« L'hydre toujours renaît... On ajoute souvent, à juste titre que des actes de même nature frappent aussi les musulmans et les catholiques. Mais l'équivalence est trompeuse. Un sinistre ratio glace le sang : alors qu'ils forment à peine 1 % de la population, les Français juifs subissent la moitié des attaques racistes recensées dans le pays... On a diagnostiqué dans le pays, il y a une dizaine d'années, le développement d'un "nouvel antisémitisme", lié à la montée de l'intégrisme islamiste, aux préjugés qui prévalent dans certains quartiers populaires, aux dérives d'un antisionisme qui cache mal une hostilité viscérale envers les Juifs. Il est toujours à l'œuvre à coup sûr... il faut craindre que la résurgence du mal ait aussi d'autres racines [...] le succès de la "fachosphère", qui draine, sans pratiquement aucun contrôle, des audiences de plus en plus larges sur la toile [...]. Entre complotisme et antisémitisme, le cousinage est étroit. Ceux qui professent le premier favorisent le second. »

1. *Ibid.*, p.26.

Dans cet éditorial Laurent Joffrin résume parfaitement la situation en mentionnant les principaux foyers de la haine antijuive en France : au-delà du vieil antijudaïsme chrétien qui perdure, mais semble passif, *trois courants* particulièrement vivaces se détachent : l'antisémitisme d'extrême droite, réactivé par les réseaux « *Dieudo-Soralien* » [avec le tandem Dieudonné-Soral], l'antisémitisme d'*extrême gauche* qui peut prendre le masque de l'*antisionisme* et l'antisémitisme issu du monde *arabo-musulman*, sous la double influence de l'islam politique d'une part [l'islamisme] et de l'identification à la cause palestinienne, d'autre part.

Ces trois sources de la haine antijuive convergent parfois et se coagulent, démultipliant ainsi leur impact [manifestations pro-palestiniennes, émeutes anti-système comme celle des Gilets jaunes, etc.]. Pour la clarté de l'exposé, nous présenterons toutefois chacun de ces courants antisémites successivement, suivant un canevas similaire¹ :

- 1) Le *champ* et les *thèmes* d'intervention : l'antisémitisme complotiste, l'anti-capitalisme, l'anti-impérialisme, l'antisionisme, etc.
- 2) La *généalogie*, les fondements *culturels* et les références *historiques*
- 3) Le *mode général* d'action : violences terroristes, agressions et harcèlements permanents, réseaux sociaux, manifestations publiques, etc.
- 4) La *base sociale*: issue de l'extrême droite, de l'extrême gauche, de l'immigration arabo-musulmane, indifférenciée, épisodique ou permanente, etc.
- 5) Leur *contribution respective* dans le passage à l'acte antisémite, distinguant, – la diffusion des *idées*, d'une part, et, d'autre part, l'engagement dans des *actes* proprement dits.
 - Parmi les *actes antisémites*, on peut, en simplifiant, distinguer trois Grandes catégories :
 - Les actes (ou intentions) *terroristes*, les *assassinats* (ou intentions)
 - Les actes à visée de provocation symbolique et à fort retentissement national : *dégradation* des lieux sacrés ou profanes du judaïsme (détériorations dans les cimetières, déprédations de synagogues, croix gammées sur des boutiques juives), d'une part, et, d'autre part, *appels à la haine* (gestes proto hitlériens de la quenelle, au meurtre des Juifs dans les manifestations, etc.).

1. Il s'agit d'un cadre global de référence. Nous n'examinerons pas forcément les six rubriques dans le même ordre et leur importance respective sera différente dans les trois foyers de haine antisémite analysés.

- Enfin, les actes *quotidiens et permanents* de violence au plan local, de harcèlement, de menaces multiples, d'agressions verbales et physiques.
- 6) Les *conséquences* concrètes de l'action respective de chacun des foyers de haine antijuive sur les changements importants dans les *modes de vie* d'une partie de la population juive en France. Notamment :
 - Sur l'émigration en Israël ou dans d'autres pays
 - Sur les *déménagements en fuyant* les quartiers à forte présence d'actes antisémites
 - Sur les orientations *scolaires* des enfants juifs hors du *secteur public* pour se prémunir des agressions et harcèlements.

L'ensemble de ces analyses est sous-tendu par une recherche de réponse à deux questions :

Premièrement, quelle appréciation quant à *l'importance respective* de chacune de ces composantes de la haine anti-juive dans les effets d'angoisse, de déstabilisation, d'effacement obligé et même de fuite provoqués au sein du monde juif en France.

Deuxièmement, la lutte contre l'antisémitisme n'est-elle qu'une composante de la lutte antiraciste ? Ou doit-elle, en de nombreuses circonstances, adopter des formes de réaction et de lutte *autonomes*, tenant compte de spécificités à préciser.

L'antisémitisme d'une nouvelle extrême droite ou ultra-droite

Depuis quelques années, la haine antisémite est relancée en France par une galaxie de groupuscules qui comprennent des adeptes du fascisme et même des adorateurs du nazisme, des nostalgiques du pétainisme ou du nationalisme révolutionnaire. Cette galaxie protéiforme, que l'on qualifiera ici d'ultra-droite, se situe en dehors de l'extrême droite organisée. Cette «fachosphère» selon une expression journalistique particulièrement bien trouvée, s'exprime très abondamment sur une série de sites Internet. L'un de ses pivots est représenté par un tandem uni par une même obsession antisémite *proselyte*, entre Alain Soral – l'essayiste et surtout l'idéologue – et Dieudonné, «l'humoriste» provocateur.

Pour Alain Soral, la nouvelle tête pensante de la «fachosphère» qui se définit lui-même comme un *national-socialiste à la française*, la cause de très nombreux problèmes est à rechercher du côté des Juifs et de leur «commu-

nauté organisée ». Au niveau mondial, les Juifs (terme remplacé depuis peu par celui de « sionistes ») comploteraient pour avoir la maîtrise des banques et du système financier, et contrôler ainsi la plupart des États développés sur la planète. Au niveau français, curieusement, la « communauté organisée » génératrice du complot serait représentée par le Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France, instance laïque née de la résistance) et la Licra (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme). Alain Soral peut affirmer, à travers de multiples vidéos visionnées par un public complètement inculte sur ces questions, que ces deux instances « auraient la main sur tous les leviers importants en France, et dicteraient leur conduite aux responsables politiques hexagonaux ».¹

Les *thèmes* de la haine antisémite développés par Soral, sont d'abord ancrés sur une logique « du complot juif », propre à l'extrême et l'ultra-droite, avec une volonté d'atteindre deux autres publics : l'extrême gauche, d'une part, et le monde arabo-musulman, d'autre part² :

D'abord donc, le plus familier, *l'antisémitisme économique* avec le fameux lien entre les Juifs, l'argent et le complot pour dominer le système. Ici, Soral ne craint pas d'enrôler le sociologue allemand Werner Sombart et son livre, *Les Juifs et la vie économique* publié en 1911, qui situe les Juifs au cœur de l'invention du capitalisme (contrairement à Max Weber, pour qui le capitalisme est d'essence protestante)³. Détournant le propos de Sombart, Soral proclame : « Le capitalisme est une invention juive, ce qui fait de notre monde occidental un enfant de la pensée juive, et de la bourgeoisie capitaliste une juiverie de synthèse. Ce qui veut dire qu'il est normal que [dans] le monde bourgeois commerçant capitaliste, dans sa forme la plus accomplie, au sommet de cette hiérarchie, il y ait les Juifs de Wall Street, car ils sont les inventeurs de ce monde. »⁴

1. Dan Israël et Pierre Puchot, « Comment Soral gagne les têtes » (2/2), article publié dans *mediapart.fr* le 17 novembre 2014, p.1

Je ferai largement référence à cet article pour toute cette partie consacrée à la haine antisémite d'Alain Soral.

2. *Ibid.*, p.1-3.

3. Rappelons que Werner Sombart (1853-1941), sociologue allemand de gauche, qui a souvent débattu avec Max Weber, affirmait que son livre n'était pas un livre à thèse (pour ou contre les Juifs), mais un texte à caractère scientifique.

4. « Comment Soral gagne les têtes » (2/2), *op. cit.*, p.2.

Pour conforter ses accusations sur le complot des Juifs visant à dominer le monde, Soral s'érige en érudit du Talmud, faisant référence à ce livre de commentaires qui a achevé son œuvre écrite au Vème siècle, en y puisant des preuves du mépris des Juifs pour les goyims (les non-Juifs).

Ensuite, s'adressant plus spécifiquement aux publics précités d'extrême/ ultra gauches et arabo-musulmans – qui comportent d'ailleurs nombre d'adeptes de l'antisémitisme économique comme on le verra – c'est le ressort de *l'antisionisme* qui est activé. Avec des propos tels que ceux issus de l'une des vidéos soraliennes de septembre 2014 : « Nous sommes tous à terme des Palestiniens. Les Palestiniens ont été traités dans cette guerre comme des goys (des non-Juifs) qu'on peut tuer sans aucun problème... Je pense qu'une guerre civile entre Français chrétiens et musulmans demain ne les gênera pas beaucoup, si c'est dans leur intérêt...¹

Enfin, citons un troisième thème récurrent, même s'il est plutôt dans le répertoire emprunté à Dieudonné: la promotion de *théories révisionnistes* afin d'attaquer frontalement la Shoah qui permettrait aux Juifs de s'abriter comme victimes afin de mieux masquer leur volonté de domination.

Sur le plan des *références historiques*, si les thèmes de l'antisionisme et du révisionnisme vis-à-vis de la Shoah sont d'actualité, celui, central, qui relie les Juifs, l'argent, le système capitaliste et le complot, remonte à l'invention de l'antisémitisme au dix-neuvième siècle. Il nous ramène, principalement aux écrits des polémistes de cette époque comme Maurice Barrès, Charles Maurras et surtout Édouard Drumont. Sans oublier des auteurs d'extrême gauche, dans le sillage des socialistes utopistes comme Auguste Blanqui ou Charles Fourrier, certains de leurs disciples ayant même inspiré le délire antisémite d'Édouard Drumont. Comme le montre Alexis Lacroix dans son livre de réflexion sur la permanence de l'antisémitisme², en France notamment, les principaux ingrédients de l'antisémitisme rapporté à l'accusation de domination économique et même spirituelle des Juifs sur les nations sont inscrits dans le livre best-seller de Drumont, *La France juive* (1886).

Selon certains historiens, Drumont est vraiment l'inventeur de l'antisémitisme moderne. On retrouve chez lui l'obsession fantasmatique, omniprésente chez Soral, du Juif dominant la finance pour soumettre et détruire la

1. *Ibid.*, p. 2.

2. Alexis Lacroix, *J'accuse!*, 1898-2018. *Permanence de l'antisémitisme*, Éditions de l'Observatoire, 2018.

nation : « Ces boursicoteurs devenus maîtres de la finance et dépouillant la France en grand par les emprunts et les sociétés financières. »¹ On y trouve également l'idée soralienne d'un antisémitisme tourné vers toutes les classes sociales, l'action malfaisante du Juif s'étendant au-delà de la sphère économique pour atteindre le domaine du spirituel : “Sur qui pèse le plus durement le régime actuel [de la domination juive] ? [...] Sur l'ouvrier révolutionnaire et le conservateur chrétien [...] L'un est blessé dans ses intérêts vitaux, l'autre est blessé dans ses croyances les plus chères.”² On y trouve enfin l'inauguration d'un autre fantasme aujourd'hui au cœur de la pensée de Soral et de toute la « fachosphère », le complotisme étroitement associé à l'antisémitisme. Ainsi, Drumont fustige-t-il particulièrement les politiciens présumés complices du complot juif, à l'occasion de l'affaire Dreyfus notamment : “le vrai coquin, ce n'est pas Dreyfus, c'est ce ministre politicien familiarisé avec toutes les bassesses, qui, pour complaire à Reinach [député israélite], installe ce juif dans un bureau où viennent aboutir les renseignements les plus confidentiels.”³

Dans ses *modes d'intervention*, Soral utilise abondamment les ressources du numérique. C'est là qu'il attire un certain nombre de sympathisants à partir de vidéos mensuelles qui se retrouvent sur Dailymotion et sur Youtube. Comme le remarque Philippe Corcuff, universitaire et militant d'extrême gauche, qui voit un retour des années 30 à travers la pensée et une certaine influence des idées de Soral, celui-ci a compris que l'espace du Net est plus puissant que les médias dominants⁴. Par ailleurs, des militants de la mouvance Soral-Dieudonné ont tenté de gangrener les manifestations de Gilets jaunes en y imposant un tour antisémite : multiples inscriptions antisémites sur des banderoles et des tracts, tags et croix gammées. Avec des points d'orgue, à titre d'exemples : des portraits de Simone Veil barrés de croix gammées ; puis, le geste provocateur de la quenelle – une sorte de salut obscène inventé par Dieudonné en signe de reconnaissance de ses adeptes – effectué de façon très visible par cinq hommes à Montmartre le 24 novembre 2019 ; l'un d'entre eux faisant carrément le salut nazi à deux reprises ; le

1. Cité par Alexis Lacroix, *Ibid.*, p. 43

2. *Ibid.*, p. 44.

3. *Ibid.*, p.45.

4. Dan Israël et Pierre Puchot, « Comment Soral gagne les têtes » (1/2), article publié dans *mediapart.fr* le 20/01/2017, p.2.

16 février enfin, l'agression verbale d'une rare violence du philosophe Alain Finkielkraut. Il semble que les adeptes du tandem Soral-Dieudonné soient décidés à infiltrer certaines manifestations de contestation sociale ou politique (relatives au conflit israélo-palestinien) avec un unique objectif: diffuser leur vision complotiste et leur haine antisémite.

En termes de *base sociale* le nombre de militants acquis à la vision soraïenne semble assez restreint: quelques centaines tout au plus sur toute la France (voir *Libération* du 12 février 2019). Mais, même difficile à chiffrer, un nombre non négligeable de sympathisants participent aux conférences organisées par Soral. Un étudiant qui analyse ses discours témoigne: «Durant les deux réunions publiques auxquelles j'ai assisté, il y avait des gens de tous horizons, immigrés ou non, de trente à soixante ans.»¹ Au-delà, la base sociale potentielle atteint plusieurs milliers de personnes sur Internet, un public large et varié dont une partie est issue de la gauche, qui lui a permis de vendre plus de 70 000 exemplaires de son livre *Comprendre l'Empire* (à savoir l'organisation juive mondialisée), paru en 2011².

Quelle est la *contribution* de l'entreprise du tandem Soral-Dieudonné dans la diffusion des idées et la réalisation des actes antisémites de toutes natures et de toutes gravités?

Pour le politologue Jean-Yves Camus, analyste des mouvances de l'extrême et de l'ultra-droite, c'est plutôt dans le domaine des *idées* que ces courants manifestent leur hargne antisémite. Il rappelle d'ailleurs que, dans son rapport 2017, la Commission nationale consultative des droits de l'homme constatait que «les agressions antisémites issues des rangs de l'extrême droite étaient marginales.» Dans le même sens, Jean-Yves Camus ne voit pas ces excités «passer à des actions violentes physiques contre des personnes. Par contre les tags, les textes délirants, les thèses complotistes, les peintures, les lettres d'insultes, le harcèlement alors là, oui. C'est totalement dans la tradition de ces mouvements.» et il ajoute: “En fait, ces milieux [Dieudo-soraliens] se sont saisis du mouvement des Gilets jaunes pour tenter d'inoculer leurs thèses. En pointant notamment un président qui représente les élites, la mondialisation, le fric, mais surtout qui a été banquier chez Rothschild, l'homme de la finance apatride. À partir de là, l'équation “juif égale argent” a joué à plein et explique en grande partie le

1. «Comment Soral gagne les têtes» 2/2, *op. cit.*, p. 3.

2. *Ibid.*, (1/2), p. 1.

retour de cette parole antisémite.” (Voir journal *Libération* du 12 février 2019). Si des adeptes de cette mouvance procèdent probablement à certains actes antisémites, c'est de façon épisodique, à l'occasion de manifestations ou de profanations de lieux symboliques (de synagogues ou de cimetières).

Quelles sont enfin les *conséquences* de l'action globale de cette ultradroite, de la réanimation d'un antisémitisme agressif à la «Drumont», sur la déstabilisation d'une partie du monde juif en France?

Assurément, la logorrhée soralienne participe à la création d'un halo qui, selon Vincent Duclert «enveloppe et encourage les actes antisémites les plus odieux, de l'assassinat barbare au harcèlement ciblé, aux menaces verbales, aux voies de fait, tout un ensemble d'actes et de paroles qui crée un climat de terreur pour nos concitoyens coupables d'être nés juifs...»¹ Il s'agit donc d'une influence importante, mais de nature indirecte pour le moment. Les actes qui les prolongent probablement, à forte portée symbolique comme lors des manifestations de Gilets jaunes, ne sont pas de nature à paniquer la population juive.

Plus généralement, le mode et la stratégie d'intervention d'un Alain Soral, ou de son tandem avec «l'humoriste», comporte de sérieuses limites quant aux effets sur les Juifs eux-mêmes. Les plus importantes concernent le strict cantonnement, constraint, au sein des réseaux sociaux. L'audience est certes importante, mais l'immense majorité des Juifs ignore tout simplement les délires qui y sont déversés. D'autre part, l'essentiel de l'intervention est de l'ordre du discours, le tandem, même s'il a créé un parti politique pour mobiliser des fonds, est dans l'incapacité d'organiser des actions concrètes d'envergure. Enfin, contrairement à Édouard Drumont qui avait réussi à créer un consensus assez large autour de sa verve antisémite, Alain Soral paraît plutôt isolé. En particulier, l'extrême droite organisée, qui partage les mêmes phobies de risque de dissolution de la nation, ne reprend pas expressément, pour l'instant, cette vindicte antijuive.

La gauche radicale face à l'antisémitisme

Nous regrouperons sous l'expression de «gauche radicale», les organisations dites «d'extrême gauche» organisée (d'obédience trotskiste, maoïste ou anarchiste essentiellement) et la galaxie des associations et individualités dites d'«ultra-gauche» qui ne se situent pas dans un cadre politique organisé

1. «L'antisémitisme sans fin», *op. cit.*, p.1.

et pérenne. En effet, contrairement aux divisions entre extrême et ultra-droite sur les questions du racisme et de l'antisémitisme, on ne trouve pas ces mêmes clivages à gauche.

Sur un plan *historique*, nous distinguerons deux types de sources « de gauche » de l'antisémitisme : celle, directe, de l'antisémitisme classique précédemment évoquée, assimilant le Juif à l'argent et à la domination capitaliste ; celle, plus indirecte, instruisant en permanence le procès du sionisme, qui peut exprimer plus généralement une haine des Juifs, comme l'ont perçu des personnalités aussi différentes que Martin Luther King et Franz Fanon.

Premièrement, nous n'insisterons pas sur les filiations entre la gauche radicale actuelle en France et leurs ancêtres du XIX^e siècle qui, tels les socialistes utopiques Charles Fourier ou son disciple Alphonse Toussenel, ont précédé et même inspiré les diatribes antisémites d'Édouard Drumont. Mais on peut considérer que l'issue de l'Affaire Dreyfus a scellé l'alliance entre les Juifs, la République et l'ensemble de la gauche (de Jean Jaurès à Jules Guesde) tandis que les antisémites se regroupaient dans le camp antirépublicain. Ainsi, l'historien Michel Dreyfus démontre que, s'il demeure un antisémitisme [économique] *dans* la gauche (modérée ou radicale), ce n'est pas un antisémitisme *de la gauche*¹.

Deuxièmement, après la fin des guerres d'Algérie et d'Indochine, c'est l'antisionisme, la mise en accusation d'Israël dans le conflit israélo-palestinien qui a mobilisé l'essentiel des énergies de la gauche radicale dans son militantisme international. Dès le début de l'apparition de la doctrine sioniste en Pologne et en Russie – le projet pour les Juifs de s'auto-organiser sur la terre d'Israël dans le sillage des mouvements d'auto-détermination du XX^e et du début du XX^e siècle –, les principaux ténoirs du marxisme international s'y sont opposés. C'était le cas également des leaders juifs marxistes comme Trotski et Rosa Luxembourg, qui ne voyaient comme solution d'émancipation des Juifs que leur assimilation dans des sociétés socialistes. Notons le projet concurrent du Bund (l'Union des travailleurs juifs), très populaire dans les masses juives jusqu'à la Shoah et l'extermination de ses principaux dirigeants et militants, qui prônait une certaine autonomie juive au sein des sociétés de résidence.

1. Michel Dreyfus, *L'antisémitisme à gauche, histoire d'un paradoxe, de 1830 à nos jours*, La Découverte, 2009.

Mais une fois l'existence de l'État d'Israël établie, reconnue par une majorité des pays de l'ONU, y compris l'URSS, quelle est l'attitude des États et des mouvements politiques marxistes de toute obéissance? Elle sera, dans la ligne des positions marxistes d'avant-guerre, en hostilité, non aux politiques des gouvernements successifs uniquement, mais à l'État en tant que tel. D'ailleurs, les trotskistes se sont même prononcés contre la création du nouvel État en 1947: « La IVe internationale [...] sera à l'avant-garde de la lutte contre le partage, pour une Palestine unie et indépendante [...] »¹. Ensuite, deux dates marquent des orientations de plus en plus radicales, violemment anti-israélienne, d'une extrême gauche renaissante (ou naissante pour le courant maoïste) dans les années 1960: d'abord, la guerre des Six Jours en juin 1967, où Israël, sous la menace, connaît une victoire éclair. La gauche radicale française en gestation, trotskiste et maoïste, prend d'emblée position pour les États arabes. L'an 2000 et la deuxième Intifada palestinienne ensuite, avec une diabolisation de l'État d'Israël qui ne fera que s'accentuer. Robert Hirsch, lui-même militant de la gauche radicale après 1968, qui demeure fidèle à ses conceptions, explique ainsi le nouveau virage toujours plus virulent de la gauche radicale vis-à-vis de l'État hébreu à partir de l'an 2000 :

« Les nouvelles générations militantes, souvent moins sensibles à la mémoire de la Seconde Guerre mondiale, prônent dorénavant un antisionisme plus agressif, notamment par le boycott, y compris culturel d'Israël. En utilisant parfois des comparaisons peu réfléchies avec le nazisme. Le terme d'antisionisme, sans cesse mis en avant, n'est plus différencié aussi nettement de l'hostilité aux Juifs qu'il l'était dans les années post-68, surtout lorsqu'il se répand dans des milieux qui ne connaissent guère l'histoire du sionisme. »²

Dans ses *modes d'intervention*, la gauche radicale agit de façon classique par l'intermédiaire de sa propre presse et par des mobilisations sous forme de manifestations à chaque fois que l'occasion se présente. L'audience et donc l'influence directe de la gauche radicale sont donc limitées. C'est plutôt par

1. Cité par Robert Hirsch, *Sont-ils toujours des Juifs Allemands? La gauche radicale et les Juifs depuis 1968*, Éditions Arbre bleu, 2017, p. 120.

2. *Ibid.*, p.257.

une *influence indirecte* que son audience se démultiplie : par l'activisme de ses militants dans les syndicats et leurs instances de direction, dans les associations et dans l'organisation des mouvements sociaux ; par leurs nombreux relais également, dans les milieux intellectuels et chez les journalistes où un certain nombre d'entre eux ont effectué un passage plus ou moins prolongé par l'une des organisations de la gauche radicale. Dans les années 2000 par exemple, lors de la brusque intensification du conflit israélo-palestinien, les militants ou anciens militants de la gauche radicale disposaient déjà de schémas explicatifs « clé en main » face à une situation complexe. Ils étaient alors en mesure d'imprimer une *doxa* dans les médias, auprès des acteurs sociaux, et plus généralement dans l'opinion. En substance, c'était l'État d'Israël en tant que tel qui subissait toutes les critiques les plus virulentes, la gauche israélienne et la droite se trouvant réunies dans le même opprobre. (Comme en 2000 et 2001, où, dans une large partie de l'opinion influencée par la gauche radicale, toute la responsabilité de l'échec des négociations de Camp David et de Taba entre Israël et l'autorité palestinienne était attribuée au gouvernement de gauche israélien.)

L'intensification du conflit israélo-palestinien, nous le savons, offre l'occasion à la gauche radicale d'élargir sa *base sociale* en direction des populations arabo-musulmanes qui s'identifient massivement à la cause palestinienne. À ce propos, Robert Hirsch nous livre une information peu connue concernant l'évolution de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), puis du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) qui lui a succédé en 2010 :

« La Palestine est un peu devenue le Vietnam de la génération des années 2000, mais la situation y est infiniment plus complexe. Cette radicalité des jeunes militants se manifeste particulièrement au sein de la LCR puis du NPA. Une partie de cette génération vient du courant lié au SWP britannique, importante organisation trotskiste. Cette tendance représentée en France par le groupe Socialisme par en bas (SPEB), entrée à la LCR en 2003, considère que les musulmans, faisant partie d'un monde dominé par l'impérialisme, peuvent constituer une cohorte révolutionnaire qu'il convient de mettre en avant. De ce point de vue, la radicalisation en Palestine est un élément essentiel de la situation internationale. Ces militants, assez différents de leurs aînés, se situent souvent en empathie avec

les Indigènes de la République, dont le poids ne semble pas considérable dans les banlieues, mais qui influencent une partie des intellectuels.»¹

Quelle est la contribution de l'antisionisme de la gauche radicale à la diffusion des idées et des actes antisémites ?

Notons d'abord que, s'il y a un lien, il se manifeste à partir des opinions antisionistes, les statistiques ne révélant aucun acte antisémite direct, et rarement des propos antisémites en provenance de la gauche radicale. Mais pour Robert Hirsch ce lien existe bel et bien dans la mesure où «l'évolution de l'antisionisme, sa radicalisation, vont avoir, dans les années 2000, des conséquences sur le rapport aux Juifs, dont la majorité se manifeste en défense de l'État d'Israël, trop souvent de manière inconditionnelle. C'est là une des sources, mais pas la seule, de l'évolution de la question de l'antisémitisme qui va provoquer dans la société française, et particulièrement au sein de la gauche radicale, des débats complexes et passionnés.»²

En fait, différentes interprétations ou attitudes politiques, avec des recoulements possibles, se font derrière l'idéologie de l'antisionisme.

Premièrement, l'antisionisme radical assimile l'État d'Israël à un colonialisme, non pour sa politique actuelle, mais du simple fait de son existence sur cette terre. Il faut noter que, même si les trotskistes avaient refusé de reconnaître l'État d'Israël à sa naissance, l'extrême gauche organisée préfère s'en prendre à l'État tel qu'il est plutôt que de mettre en question son existence. Aussi, en dehors du monde arabo-musulman, l'antisionisme radical s'affirme autour de certaines individualités. Ce fut le cas notamment, avec la signature d'un texte regroupant 400 signatures de personnalités, intitulé «l'antisionisme n'est pas un crime», en réaction à la crainte (non confirmée), d'une assimilation dans la loi de certaines de ses formes d'expression à l'antisémitisme (journal *Libération* du 28/02/2019). Ce texte s'attaque directement aux racines mêmes du sionisme, et donc de l'État d'Israël, assimilé par nature à un colonialisme. Il feint de s'inscrire dans la continuité de l'antisionisme d'avant la création de l'État, celui des militants révolutionnaires du Bund notamment : «Les antisionistes étaient et sont toujours, des anticolonialistes (...), car le sionisme a prouvé que lorsque sa logique colonisatrice est

1. *Ibid.*, p. 158.

2. *Ibid.*, p. 160.

poussée à l'extrême, comme c'est le cas aujourd'hui, il n'est bon ni pour les Juifs du monde, ni pour les Israéliens, ni pour les Palestiniens. »

C'est Denis Charbit, chercheur israélien et sioniste de gauche, militant de longue date contre la colonisation israélienne en territoires occupés, qui apporte une réponse cinglante à cette pétition (« Quand l'antisionisme recoupe l'antisémitisme », journal *Libération* du 25/03/2019). Il dénonce d'abord la mystification qui consiste à s'inscrire dans la continuité des révolutionnaires juifs du Bund d'avant la Shoah et la création de l'État d'Israël. (Rappelons que les militants du Bund en Pologne et en URSS, qui n'ont pas émigré dans le futur Israël, ont été massivement exterminés lors de la Shoah. Les survivants n'ont pas remis en cause l'existence de l'État.) Puis, Denis Charbit en vient au point principal, le recouplement entre l'antisionisme et l'antisémitisme : « Pourquoi les crimes de Staline, d'Hitler et de Bachar el-Assad n'ont-ils jamais conduit personne à estimer que l'Allemagne, la Russie et la Syrie ont perdu toute légitimité et devraient disparaître? [...] N'examiner Israël et le sionisme qu'à travers les catégories interchangeables de racisme, apartheid, de nazisme et d'impérialisme, c'est tenir Israël pour un État pire que les autres, c'est tenir Israël pour le pire des États [...] » Et Charbit conclut : « [...] il nous faut tenir bon contre un discours antisioniste qui nous exclut et contre une occupation intolérable qui nous plonge dans l'abîme. »

Deuxièmement, sans remettre en cause l'existence de l'État, la gauche radicale durcit son langage, surtout dans les années 2000 en utilisant de plus en plus les termes qui rappellent la Seconde Guerre mondiale¹. Aussi, comme dans le cas précédent où la légitimité d'Israël est mise en cause, le comportement de l'État d'Israël sera fréquemment comparé à celui des nazis. On parlera de génocide des Palestiniens, ou, comme Nathalie Arthaud, candidate trotskiste à l'élection présidentielle de 2012, qui ne craint pas de comparer Gaza à un « camp de concentration à ciel ouvert », quelques semaines après les assassinats terroristes de Toulouse par Mohamed Merah².

Le débouché antisémite de tout ce climat de diabolisation d'Israël finit par inquiéter, au-delà du monde juif et de tous ceux traditionnellement révulsés par l'antisémitisme, jusqu'à certains militants faisant partie de la gauche radicale. C'est ainsi que la revue *Vacarme*, qui s'inscrit dans cette

1. *Ibid.*, p.146-148.

2. *Ibid*, p. 215.

mouvance, s'interroge sur « le non-sujet de l'antisémitisme à gauche [de la gauche] ». C'est sous couvert de *l'antiracisme*, entretenu par une haine toujours plus forte d'Israël que l'antisémitisme se libère dans un nombre grandissant de cercles très variés :

« L'aspect faussement contestataire et libératoire de l'antisémitisme trouve une forme d'expression particulièrement claire dans l'entretien d'un ressentiment à l'égard d'Israël, reposant sur une vision totalement fantasmée d'une toute-puissance de l'État juif. Celle-ci dépasse le cadre de la condamnation légitime de la politique israélienne et de ses exactions que l'on peut trouver dans les cercles de gauche. La critique d'Israël telle qu'elle s'exprime au quotidien, dans les lycées, les universités, sur YouTube et les réseaux sociaux, dans les discussions de comptoirs, la musique populaire, etc. est largement déconnectée d'une connaissance des enjeux historiques sur la question [...] Ce cadre fournit les éléments de langage, les récits et les images à travers lesquels s'exprime une partie de l'antisémitisme contemporain et alimente diverses formes de conspirationnisme. Israël serait l'incarnation même de l'injustice sur terre, de la maladie nationaliste et de la concrétisation de la violence souveraine. L'État juif devient le principal, voire l'unique responsable des désordres et malheurs du monde – bref, “le juif des nations” pour reprendre la formule de Poliakov. »¹

On retrouve dans les propos de ces observateurs engagés à l'extrême-gauche sur les effets dévastateurs d'un antisionisme particulièrement virulent au sein de la gauche radicale, le même constat que celui de Denis Charbit précédemment : cet antisionisme, obsessionnel et démesuré, installe un climat malsain générateur d'antisémitisme, à l'abri de la bonne conscience de l'antiracisme.

Troisièmement, la gauche radicale a abandonné toute solidarité envers les Juifs depuis les années 2000, même lorsqu'ils sont la cible de crimes (Ilan Halimi en 2006), et lors des assassinats terroristes de Toulouse en 2012, alors même que leur caractère antisémite ne pouvait plus être ignoré. La LCR notamment, qui était en pointe dans le combat contre l'antisémitisme

1. Camilla Brenni *et alii.*, « Le non-sujet de l'antisémitisme à gauche », *Vacarme*, <https://vacarme.org/article/3210.html>, 19/02/2019, p.. 7-8.

dans les années 1990 encore, refuse de manifester après le meurtre de Ilan Halimi, et le NPA qui lui succède n'appelle pas à rejoindre le cortège à Paris, très peu fourni, en réaction aux actes barbares du terroriste Merah en 2012¹. Sans insister plus pour l'instant, on peut simplement constater que la question de l'antisémitisme, surtout quand l'extrême droite n'apparaît pas directement impliquée, devient un non-sujet, et même un problème gênant pour la gauche radicale. Parmi les raisons les plus plausibles de cette nouvelle orientation : d'abord, les Juifs en France, ne faisant pas partie majoritairement des populations dominées au plan économique, sont en dehors du logiciel marxisant qui préside aux choix des cibles éligibles à la solidarité militante de l'extrême – gauche. Ensuite, l'État français ayant adopté des mesures qui pénalisent l'antisémitisme, les Juifs sont supposés être suffisamment protégés ; et, de surcroît, des expressions de solidarité en leur faveur pourraient apparaître comme une défense du « système », que la gauche radicale combat par ailleurs. Enfin, surtout, toutes les organisations de la gauche radicale souhaitent puiser des forces militantes et sympathisantes dans l'immense base sociale potentielle issue du monde arabo-musulman ; au risque de tolérer, de banaliser ou de justifier des actes antisémites, y compris les plus graves, issus de ces populations, au motif qu'elles sont en proie aux discriminations et à la domination économique.

S'il est difficile d'apprécier statistiquement l'influence de l'antisionisme radical – sur le passage à l'*acte* antisémite, d'une part, sur l'effet de panique et de déstabilisation provoqué au sein de la population juive, d'autre part –, il est aisément en revanche de mettre au jour ces liens en décrivant le déroulé de certaines manifestations de solidarité avec les Palestiniens, transformées en manifestations de haine antisémite. Par exemple, la manifestation du 13 juillet 2014, en réaction à l'intervention militaire israélienne à Gaza, qui regroupe la gauche radicale, des dieudo-soraliens et des partisans du Hamas,

1. Suite aux assassinats de l'école juive à Toulouse, une fois connue l'identité du tueur et son lien avec les milieux intégristes musulmans, une manifestation est organisée à Paris le 26 mars 2012 : « Seuls quelques milliers de personnes (3000 selon la police) défilent à l'appel de SOS racisme, de l'UEJF et de la LICRA. Le MRAP et les partis de gauche ont appelé à être présents, mais ni le NPA ni LO (...) Personne ne semble avoir voulu donner de l'ampleur à cette manifestation, peut-être à cause de la campagne électorale, ou pour ne pas discriminer la population musulmane » (Voir, Robert Hirsch, *Sont-ils toujours des Juifs Allemands?*, op. cit., p.206).

où les slogans dérivent vers une violence verbale antisémite extrême comme *Mort aux Juifs, Hitler avait raison, on va vous cramer, etc.* Certes, l'ensemble des manifestants ne cautionne pas ces propos. Mais ils sont prononcés bien à l'abri de la manifestation, sans que les auteurs soient expulsés. Pire, un groupe de manifestants s'est détaché du cortège pour attaquer les synagogues de la rue des Tournelles et de la rue de la Roquette, et s'engager dans une véritable chasse aux Juifs en plein Paris. D'autres manifestations seront organisées à Paris et en province dans ce mois de juillet 2014, la plus importante s'est déroulée le 20 juillet à Sarcelles, donnant lieu encore à des scènes de chasse aux Juifs (on a parlé de pogroms) et d'émeutes contre les forces de l'ordre. Enfin, des manifestations similaires, donnant lieu à des actes antisémites en marge, se sont déroulées un peu partout en France, contribuant à «nourrir l'idée d'une vague antisémite touchant tout le territoire, et pouvant potentiellement frapper chaque membre de la communauté, quel que soit son lieu de résidence.»¹

Au cours de leurs enquêtes, Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach ont recueilli des éléments significatifs qui rendent compte de l'effet produit par les manifestations de juillet 2014 en France, infestées par des actions verbales et physiques antisémites, sur la population juive de ce pays :

«Rencontrée lors de notre enquête à l'été 2015, Myriam, juive séfarade de la région parisienne, nous a expliqué que les manifestations de l'été 2014 et les violences qui ont eu lieu ont provoqué une véritable psychose/terreur parmi une partie des Français juifs qu'elle connaissait. Organisatrice de voyage "hors des sentiers battus" en Israël depuis une dizaine d'années, elle a fait bifurquer son activité vers la préparation de l'*alya*, à la demande expresse de ses clients.» Elle avait reçu des appels à 3 heures du matin de clients lui disant : «*Il faut partir, ça recommence, on n'a plus rien à faire ici.*»²

L'antisémitisme arabo-musulman

Disons-le d'emblée : La question de l'antisémitisme d'origine arabo-musulmane est extrêmement sensible, et il est compréhensible que les organismes officiels comme la CNCDH s'entourent de beaucoup de précautions dans leurs conclusions sur ce sujet. Deux raisons au moins incitent à la prudence :

1. *L'an prochain à Jérusalem*, op. cit., p. 43.

2. *Ibid.*, p. 44-45.

- Premièrement, en tenant des propos trop généraux sur une base idéologique ou émotionnelle, le risque est grand de *stigmatiser* toute une population.
- Deuxièmement, une fraction importante de ces populations sont elles-mêmes *en proie au racisme*, aux discriminations ainsi qu'à la relégation économique et culturelle. D'où les hésitations à jeter la suspicion en leur sein par une accusation infamante d'antisémitisme.

Cela dit, face à l'ampleur de l'antisémitisme dans la France des années 2000, amplifiée dans les années 2010, face à la montée et la pérennisation des violences de toutes sortes faites aux Juifs, y compris les plus barbares par des jeunes en lien avec l'Islam, face aux conséquences enfin sur l'insécurité spécifique et la déstabilisation d'une partie du monde juif en France, il n'est plus possible de faire comme s'il s'agissait de phénomènes mineurs et passagers. Il est très difficile également de s'en tenir aux deux assertions suivantes, même s'il est important de les avoir à l'esprit, à savoir :

- Premièrement, tous les actes antisémites commis en France ne viennent pas du monde arabo-musulman. Nous avons déjà évoqué les manifestations de juillet 2014 par exemple, avec une forte participation de l'extrême droite *dieudo-soralienne* et leurs slogans d'un antisémitisme inouï, décomplexé, impensable dans la France du XXI^e siècle. Dans le même sens, nous aurions pu nous référer à la manifestation « jour de colère », plus tôt en janvier 2014, où cette même mouvance fascistoïde avait déjà proféré le même genre d'ignominies.
- Deuxièmement, la manifestation d'une haine antisémite ne concerne *qu'une partie* et, bien évidemment, *pas toutes* les personnes de religion, de culture musulmane ou arabe. Par exemple, en ce qui concerne le critère de « l'opinion négative des juifs », l'une des enquêtes comparatives au niveau international, indiquait une proportion dans ce sens de 28 % des musulmans de France contre 13 % de l'ensemble de la population française. Le chiffre est certes plus important que la moyenne française, mais on est loin d'un antisémitisme de l'ensemble des musulmans français¹.

1. Enquête internationale réalisée en 2006 par l'institut américain « Pew global Attitudes Project », cité par Günther Jikeli, « L'antisémitisme chez les jeunes musulmans de France », in *Réflexions sur l'antisémitisme*, *op. cit.* p. 216.

Sans mettre en cause les constats ci-dessus, le manifeste du 21 avril 2018 « contre le nouvel antisémitisme » (paru dans le journal *Le Parisien*), suivi d'un ouvrage collectif sur « le nouvel antisémitisme en France »¹, pointait le rôle de foyers musulmans dans sa dénonciation de « la terreur qui se répand » à l'encontre des Juifs dans ce pays. Dans sa conclusion notamment, le manifeste demande que soient frappés d'obsolescence par les autorités théologiques « les versets du Coran appelant au meurtre et au châtiment des juifs, des chrétiens et des incroyants [...] afin qu'aucun croyant ne puisse s'appuyer sur un texte sacré pour commettre un crime. »

Au-delà de la polémique sur la demande de modification d'un texte religieux par un groupe de pétitionnaires, les opposants à ce texte et aux orientations de l'ouvrage qu'il annonçait, ont immédiatement contesté ce qui leur apparaissait comme une mise en avant exclusive des populations arabo-musulmanes dans l'instauration de cette terreur antisémite en France. Ainsi, l'historien Nicolas Lebourg accuse-t-il les auteurs de l'ouvrage d'affirmer « que tous les faits de violence relèvent des Arabo-musulmans [...] tandis que les enquêtes d'opinion montraient une polarisation de l'antisémitisme à l'extrême droite ainsi qu'un fort préjugé sur la puissance des juifs chez les Français issus de l'immigration du sud et de l'est de la Méditerranée. »² En fait, ce propos est largement exagéré, laissant croire que les tenants du « Nouvel antisémitisme » exonéreraient l'extrême droite de sa haine antisémite, remplacée *exclusivement* par la source arabo-musulmane. Or, si l'on se réfère par exemple aux propos de Pascal Bruckner, l'un des auteurs très engagés de l'ouvrage, celui-ci écrit « Dans la France de 2017, la haine des juifs n'est plus *le seul fait de l'extrême droite*, mais vient en majorité de l'ultra-gauche (qui la rebaptise antisionisme) et d'une partie des Français d'origine maghrébine ou subsaharienne. »³

1. Ouvrage collectif, Préface de Elisabeth de Fontenay, Albin Michel, 2018.

2. <http://www.slate.fr/societe-nouvel-antisemitisme-France>, p.7.

3. « Il n'y en a que pour les Juifs », in *Le Nouvel antisémitisme en France*, *op. cit.*, p. 135. C'est nous qui soulignons en gras.

Par ailleurs, la notion de « Nouvel antisémitisme » n'est pas vraiment stabilisée. Si elle désigne toujours le renouveau des motifs et des formes de la haine des Juifs, réactivés par le conflit israélo-palestinien, tantôt, elle cible la seule source arabo-musulmane, et tantôt sa coagulation avec la gauche radicale antisioniste.

Quelles sont les indications qui ressortent des nombreuses enquêtes et études sur le plan des *opinions* et des passages à l'*acte antisémite*? Trois constats apparaissent dans les données disponibles :

Premièrement, il existe une très forte proportion de *préjugés antisémites* au sein de la population d'origine arabo-musulmane, comparée à la population générale. Par exemple, parmi beaucoup d'autres, l'enquête de l'Ifop à la demande de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol) indique que 67 % de l'échantillon représentatif de cette population estiment que les Juifs ont trop de pouvoirs dans les domaines de l'économie et de la finance (soit 42 points de plus que dans l'ensemble de la population) ; de même pour les médias (39 points de plus) ; 53 % pensent que l'interdiction des spectacles à connotation antisémite avérée n'est pas justifiée (27 points de plus). L'analyse des résultats détaillés de cette enquête révèle selon l'Ifop, « que toutes les catégories démographiques sont concernées (hommes et femmes, jeunes et moins jeunes) et que cet antisémitisme, beaucoup plus prégnant que dans le reste de la société (qui n'en est pour autant pas exempte) ne se cantonne pas à la première génération d'immigrés, mais se rencontre également très fréquemment parmi les membres de ce qu'on appelle la seconde, voire la troisième génération. »¹ Notons toutefois que la même enquête fait apparaître des distinctions notables suivant le niveau de religiosité : « 30 % des répondants qui déclarent [uniquement] une origine musulmane, 43 % des "musulmans croyants" et 60 % des "musulmans croyants et pratiquants" sont d'accord avec au moins quatre des six affirmations antisémites qui leur sont proposées. La moyenne dans l'ensemble de la population est de 15 %. »²

Deuxièmement, sur le plan des passages à l'*acte antisémite*, la population d'origine arabo-musulmane est également surreprésentée dans les enquêtes. Au moment de la forte augmentation des actes antisémites en 2005, la moitié environ des interpellations suivies de présentation à la justice concernait des personnes appartenant aux milieux arabo-musulmans (terme employé dans le rapport de la CNCDH). Certes, pour un nombre important des actes, les auteurs ne sont pas identifiés (62 % en 2006 par exemple), mais pour ceux identifiés, la proportion des personnes issues de ce milieu est très

1. *L'an prochain à Jérusalem?* op. cit., p.62.

2. Cité par Günther Jikeli, « L'antisémitisme chez les jeunes musulmans de France », op. cit., p. 217.

supérieure à celle des milieux d'extrême droite (28 % contre 11 % en 2006 par exemple).¹

Troisièmement, au-delà de l'aspect quantitatif, c'est la *nature des actes* de haine antisémite qui importe dans les conséquences en termes de terreur, d'angoisse prolongée, d'insécurité permanente et de changements en profondeur dans les modes de vie des Juifs en France. Or, parmi les trois groupes de passage à l'acte – les crimes de sang, les dégradations symboliques et les agressions (physiques ou verbales) quotidiennes –, le milieu arabo-musulman est le seul des trois foyers de haine antisémite qui contient des auteurs d'actes du premier groupe (les crimes de sang) et du troisième groupe (les flux localisés et pérennes d'agressions antisémites). Le seul qui génère des sources de terreur au niveau global, et de pourrissement de la vie quotidienne au plan local.

Quatrièmement, le monde arabo-musulman est traversé par deux ferment propices à une relance de la haine des Juifs que sont l'identification à la cause palestinienne, d'une part, l'islamisme conquérant (le djihadisme), d'autre part. De ce fait, il est également le seul des trois foyers de la haine des Juifs à abriter sur une base territoriale élargie, à la fois des *concepteurs* de passage à l'acte – d'origine islamiste pour les crimes de sang, d'origine politique et militante pro-palestinienne pour les agressions quotidiennes – et une *base sociale* non directement impliquée, mais susceptible d'apporter son soutien aux différentes formes de passage à l'acte (ceux qui se désolidarisent de l'immense élan de solidarité face aux attentats de Charlie Hebdo et le font savoir, ceux qui applaudissent aux crimes de Mérah, etc.). Notons que, pour partie, cette base sociale issue du monde arabo-musulman est sensible aux discours et aux actions des autres sources de la haine antisémite, celles des dieudo-soraliens d'extrême droite, d'une part, et des antisionistes radicaux, d'autre part.

1. *L'an prochain à Jérusalem?* op. cit. p. 59.

Par ailleurs, Günther Jikeli note que «entre 2000 et 2011, les auteurs de violences antisémites identifiés étaient majoritairement issus du monde musulman. Malheureusement, depuis 2012, la CNCDH ne publie plus de telles données, probablement pour des raisons politiques.» Voir, Günther Jikeli, «L'antisémitisme chez les jeunes musulmans de France», op. cit., p. 218, note de bas de page n° 9.

Au-delà du conflit israélo-palestinien peut-on parler de *références culturelles* à connotation antisémite transmises par la culture musulmane ou arabo-musulmane, analogue à l'antisémitisme chrétien et aux cultures associées jusqu'au concile de repentance (Vatican II) dans les années 1960 ?

Cette question était par exemple en arrière-fond du procès intenté à l'historien Georges Bensoussan pour *incitation à la haine raciale*, par des associations antiracistes et sous l'impulsion du Comité Contre l'Islamophobie en France (CCIF)¹. L'objet du procès, gagné par l'historien en 1^{re} instance puis en appel (mai 2017) était centré sur deux phrases prononcées lors de l'émission *Répliques* (d'Alain Finkielkraut, sur France Culture) et notamment : « *Dans les familles arabes [...] l'antisémitisme on le tête avec le lait de sa mère* ». Ajoutons que Georges Bensoussan avait déclaré simplement citer (de mémoire malheureusement) des propos tenus par le sociologue d'origine algérienne Smaïn Laacher dans un film pour la télévision (*Prof en territoires perdus de la République*). Le CCIF, profitant de l'utilisation d'une expression évoquant la transmission par *le lait de la mère*, une simple métaphore pour l'historien, mais que Smaïn Laacher n'avait pas prononcée, a sauté sur l'occasion pour porter une accusation de racisme anti-arabe et anti-islam : avec « *le lait de la mère* », on passerait du culturel au biologique, et l'ensemble du monde arabo-musulman, selon le CCIF, serait assigné à l'antisémitisme en son essence par l'historien.

Mais en marge du procès, Georges Bensoussan et Smaïn Laacher se sont efforcés de préciser leur pensée, à partir de leurs travaux respectifs, à propos du rôle de la transmission – culturelle et non biologique bien sûr – d'un antisémitisme d'origine arabo-musulmane.

Ainsi, Smaïn Laacher, dans une tribune publiée dans le journal *Le Monde* (le 21/01/2016) intitulée « L'antisémitisme une histoire de famille ? », valide le fait de l'existence d'un antisémitisme d'origine culturelle dans le monde

1. À la suite du CCIF, les quatre grandes associations antiracistes – la LDH, le MRAP, la LICRA et SOS Racisme – se sont portées parties civiles. La LICRA, mal à l'aise dans ce combat judiciaire piégé – elle n'avait aucun doute quant à l'antiracisme de Georges Bensoussan – s'est justifiée par l'intermédiaire d'une lettre de son président : sa présence parmi les accusateurs dans ce procès aurait été déterminée par sa pratique du suivi du Procureur général lorsqu'il instruit une affaire de racisme, d'une part, et le refus de l'historien de faire des excuses à ceux qui auraient mal compris ses propos d'autre part. Or Georges Bensoussan s'est refusé à faire des excuses face à ce qu'il a considéré à juste titre comme une campagne de calomnies à partir d'une phrase sortie de son contexte.

arabo-musulman, mais celui-ci se transmet au *sein de la famille*, dans l'intimité de l'univers domestique. Mais le sociologue insiste en même temps sur l'absence de politique publique dans ce sens, sur le plan scolaire par exemple :

« Aussi, ce n'est pas à l'école qu'il faut débusquer l'antisémitisme. Les modes de socialisation sont déterminants. C'est précisément que la langue de la maison, de l'entre-soi s'apprend sur le mode du "cela va de soi". Elle est enracinée bien avant toute scolarisation. Elle est déjà là. Et sur cette langue de l'intérieur, de "l'intériorité", sont déposés les mots qui désignent les gens haïssables et les "gens bien" que l'on donne en exemple, ceux que l'on doit fréquenter et ceux que l'on doit éloigner de soi et des siens. » Et Smaïn Laacher prend soin d'éviter de stigmatiser la culture arabo-musulmane, en soulignant que de telles « figures repoussantes » existent dans toutes les cultures. Et il conclut : « Dans cette aventure mortifère, le juif n'est pas le seul visé. L'accompagnent tous les blasphémateurs, les mécréants, les profanateurs de toutes sortes. A-t-on oublié que la haine était un idéal universel ? »

Georges Bensoussan, pour sa part, a relevé dans ses recherches l'expression d'un antisémitisme à « *bas bruit* » à travers les archives des protectorats français au Maroc et en Tunisie, les rapports de police et de justice qui relèvent de multiples actes hostiles aux Juifs qu'ils ont d'ailleurs tendance à banaliser¹. Ainsi,

« dans une partie de l'immigration venue du Maghreb, le terreau antijuif était déjà là et les témoignages en ce sens sont désormais nombreux, d'Amine El Khatmi à Saïd ben Saïd et à Zineb El Rhazoui [...] À la suite de Lewis, Fenton, Littmann, Stillman, Hirschberg et quelques autres, nous savions que l'image courante des juifs dans le monde arabo-musulman était celle d'êtres peureux et sans importance, plus *méprisés* souvent que véritablement haïs. Même élevé socialement, le juif demeurait mentalement un *dhimmi*, quand bien même ce statut juridique avait disparu. »²

1. Georges Bensoussan, « sur un "lâche soulagement" », in *Le Nouvel antisémitisme en France*, op. cit., p. 161

2. Georges Bensoussan, « Pourquoi les musulmans de France n'ont pas crié "Pas en notre nom" ? », Entretien pour la revue *Causeur*, 2/2, le 09/06/2018, p.3

Enfin, même s'ils l'expriment différemment, Smaïn Laacher et Georges Bensoussan sont tous deux d'accord sur les causes d'une judéophobie latente dans les anciennes générations transformées en haine antisémite pour une partie seulement des jeunes générations actuelles : un sentiment d'humiliation et même de ressentiment devant les discriminations subies, leur marginalisation sociale et culturelle face aux Juifs supposés occuper des positions dominantes dans la société¹.

Pour évaluer les conséquences de l'antisémitisme issu d'une partie du monde arabo-musulman, examinons successivement les trois principaux indicateurs de déstabilisation de la population juive en France : l'émigration hors de France, les déménagements forcés et les bouleversements dans le rapport à l'école.

1) L'émigration hors de France, en Israël principalement (*l'alya*)

Un phénomène nouveau et d'ampleur

L'émigration des Juifs hors de France est principalement orientée vers l'État d'Israël, mais concerne également d'autres pays (États-Unis, Canada, Australie, etc.). Mais on ne dispose de statistiques fiables que pour le contingent principal, ce qui est largement suffisant pour indiquer les nouvelles tendances.

7231 Juifs de France ont fait leur alya en 2014 et 7835 en 2015. Ce sont les chiffres les plus importants, et de loin, enregistrés par l'Agence juive

1. Le psychanalyste Daniel Sibony avance d'autres raisons sur l'antagonisme entre les deux cultures, juives et islamiques qui remonteraient à la nature de leurs textes fondateurs respectifs : d'une part, une rivalité quant à la validité de la distinction attribuée aux juifs lors de la réception du message divin, mise en cause dans le Coran au motif qu'ils «ont déchu par leurs péchés»; d'autre part, l'acceptation par les juifs de supporter une faille identitaire «ontologique», entre «ce qui est et le possible», faille que ne supporteraient pas les autres fidèles des religions monothéistes; et notamment les musulmans qui revendiquent une «identité pleine, complète, tranquille, et, de ce point de vue, les juifs sont dérangeants.» Voir Daniel Sibony, «Mise au point sur le "Nouvel antisémitisme", in *Le Nouvel antisémitisme en France*, op. cit., p. 111 et 116-117.

Voir également, Delphine Horvilleur qui reprend l'explication de l'antisémitisme, notamment, en raison de quelque chose que les juifs auraient et que les autres n'auraient pas : simplement, l'acceptation par les juifs de vivre avec une faille, "un 'en moins' créateur d'appartenance", les non-juifs ne supportant que l'identité pleine. (Delphine Horvilleur, *Réflexions sur la question antisémite*, Grasset, 2019, p. 105-110).

depuis la guerre des Six Jours en 1967. Pour apprécier ce pic d'émigration en Israël, il suffit de le comparer aux pics précédents, en 2006 et 2007, qui s'élevaient à 2700 émigrants environ, correspondant à une reprise du conflit israélo-libanais (propice à une intensification des actes antisémites en France), d'une part, et, d'autre part, au meurtre précédent de tortures d'Ilan Halimi, en tant que Juif censé lié au monde de l'argent. Quant aux nouveaux pics, ils sont consécutifs à l'attentat islamiste de Toulouse en 2012 et à la tuerie antisémite de Vincennes en janvier 2015, compte tenu du décalage dans le temps nécessaire pour organiser un départ en famille. Au-delà de ces chiffres toutefois, Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach insistent sur un véritable *changement de perspective* qu'ils révèlent vis-à-vis de l'*alya* en Israël : alors qu'avant les années 2000, l'idée même d'émigrer était rarement envisagée, dorénavant, 13 % des personnes interrogées dans leur enquête Ifop en 2015 déclaraient l'envisager sérieusement (1 personne sur 8) et 29 % y avoir déjà pensé, soit 42 % au total. Loin de correspondre à des décisions purement individualisées famille par famille, « un processus mimétique ou contagieux semble également à l'œuvre. 62 % de ceux qui envisagent sérieusement de partir ont un ou plusieurs proches ayant déjà accompli ce choix ; cette proportion tombe à 43 % parmi ceux qui y ont déjà pensé et à 13 % seulement chez ceux qui n'y ont jamais songé : l'effet "boule de neige" est ainsi confirmé par nos chiffres »¹

De l'insécurité à l'insécurisation

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach établissent une distinction entre les sentiments d'insécurité et les sentiments d'*insécurisation*, particulièrement adaptée à l'évolution de l'état d'esprit de la population juive en France depuis les années 2000. Au-delà d'un état d'insécurité, l'insécurisation traduit l'idée d'une perspective de détérioration de la situation qui ne peut que s'amplifier. Face à une montée en puissance et en férocité des actes antisémites, nombre de Juifs « ont le sentiment d'être happés dans une spirale de violence qui irait crescendo sans que rien, ni personne, ne parvienne à l'enrayer. Ce fut d'abord la multiplication des insultes, puis les agressions physiques dans la rue, un palier fut alors franchi avec les incendies d'écoles et de synagogues, puis le meurtre d'Ilan Halimi, l'attaque et la tuerie d'enfants de Toulouse, suivie par ce que certains ont qualifié de "pogrom" à Sarcelles, le massacre de la porte

1. *L'an prochain à Jérusalem?*, op. cit., p. 183.

de Vincennes.¹ Ajoutons les meurtres particulièrement barbares de Sarah Halimi en 2017 et de Mireille Knoll en 2018.

Le point d'orgue, la tuerie qui constitue l'élément déclencheur du changement de perspective pour une partie des Juifs de France vis-à-vis de l'*alya* en Israël, a été *l'attentat islamiste dans l'école juive de Toulouse* en 2012. Pour ceux qui partent ou envisagent de partir, le climat général d'hostilité à Israël puis aux Juifs dans certains territoires ou à l'occasion de certaines manifestations les a prédisposés à prendre des distances par rapport à la France. Mais ce sont les attentats terroristes qui ont forcé la décision dans une majorité de cas.

2) L'exode intérieur

« Le départ (d'aucuns, dans la presse communautaire juive, parlent même d'exode des familles juives de certaines communes de banlieues) a abouti à *redresser* assez profondément la carte de l'*implantation* des communautés juives en Ile-de-France (et dans la région lyonnaise).² Certes, le phénomène n'est pas toujours aisé à évaluer avec rigueur : d'abord, le processus des déménagements et regroupements se combine avec les aspirations à l'ascension sociale communes à tous les ménages qui habitent les banlieues déshéritées ; ensuite, il n'existe pas de statistiques officielles à ce sujet, il faut donc s'en remettre à celles de la communauté juive qui n'a pas les mêmes moyens d'enregistrement de mobilités résidentielles que la puissance publique ; enfin, les instances communautaires ne peuvent repérer que les changements d'*implantation* des familles juives avec qui elles ont des liens, et ignorent donc celles qui ne participent pas à la vie juive, religieuse principalement.

Toutefois, dans certains départements à forte proportion de population d'origine arabo-musulmane comme la Seine-Saint-Denis, les mouvements sont tellement spectaculaires que la motivation des déménagements, confirmée par des enquêtes d'opinion, est bien d'ordre sécuritaire : le nombre des familles dites de « confession juive » (donc repérées grâce à leur participation à la vie religieuse) a très fortement *diminué* depuis l'an 2000, par exemple dans des villes comme Aulnay-sous-Bois (passant de 600 à 100), Blanc-Mesnil (de 300 à 100), Clichy-sous-Bois (de 400 à 80) ou La Courneuve (de 300 à 80). L'enquête Ifop de 2015 pour la Fondation Jean Jaurès confirme ce sentiment d'insécurité (ou plutôt d'insécurisation) chez

1. *Ibid*, p. 200-201.

2. *Ibid*, p. 85.

les familles juives confrontées à l'antisémitisme, dans certains territoires à forte proportion de population d'origine arabo-musulmane :

«Ainsi, si 53 % des interviewés résidants à Paris ou dans les Hauts-de-Seine adhèrent à l'item “on ne se sent en sécurité nulle part”, cette proportion atteint 72 % parmi les habitants des autres départements franciliens.»¹

3) L'insécurité des élèves juifs dans les établissements publics

Jean-Pierre Obin, ancien Inspecteur général de l'Éducation nationale, a été chargé d'un rapport sur «les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les Etablissements scolaires» par le ministre de l'Éducation nationale (Luc Ferry) durant l'année scolaire 2003-2004 (rapport collectif, avec l'assistance d'une dizaine d'Inspecteurs généraux). Le constat sur l'ampleur d'un antisémitisme à l'école, dans des quartiers à forte proportion d'immigrés, était particulièrement *alarmiste*, ce qui a conduit le ministre suivant (François Fillon) à le tenir secret jusqu'en mai 2005. Voici notamment l'une des conclusions du rapport qui a effrayé le ministre : «Quoi qu'il en soit, si le racisme le plus développé dans la société reste le racisme anti-maghrébin, ce n'est plus le cas dans les établissements scolaires, où il a été très nettement supplanté par le racisme antijuif. Il est en effet, sous nos yeux, une stupéfiante et cruelle réalité : en France les enfants juifs – et ils sont les seuls dans ce cas – ne peuvent plus de nos jours être scolarisés dans n'importe quel établissement.»²

À l'occasion de cette enquête, Jean-Pierre Obin et son équipe faisaient un autre constat, qui touche à l'affaiblissement du rapport à l'école laïque et à son accueil «républicain» des enfants de toutes origines sociales et de toutes confessions : la résignation et même l'*indifférence* de beaucoup d'enseignants et de responsables face au départ forcé des enfants juifs en proie à l'antisémitisme. Il y eut même quelques réactions hostiles au sein de l'Inspection générale au vu des faits rapportés, de relativisation, de déni, voire d'accusation sous-entendue d'*«islamophobie»* à l'égard des auteurs du rapport.³

Qu'en est-il dix ans après la parution du «rapport Obin» ? L'Ifop, dans son enquête de 2015, notait que parmi les parents interrogés, 52 % craignaient

1. *Ibid*, p. 91

2. Jean-Pierre Obin, «La déscolarisation des élèves juifs de l'enseignement public français», in *Réflexions sur l'antisémitisme*, op. cit., p. 208

3. *Ibid*, p.210

que leurs enfants soient insultés parce que « Juifs » et 35 % qu'ils soient agressés. Cela dit, les familles juives ont souvent modifié leur comportement : soit, comme en Seine-Saint-Denis ou dans les territoires à menaces potentielles, elles ont mis leurs enfants dans une école juive (le nombre de ces établissements est passé de 3 à 8 en dix ans dans ce département), soit par crainte des attentats à la suite des assassinats de Toulouse, certaines familles placent leurs enfants dans une école privée non juive. Lorsqu'elles les scolarisent à l'école publique (65 % d'entre elles contre 85 % dans l'ensemble de la population), c'est au prix, souvent, d'une dissimulation de l'identité juive des enfants.¹

Depuis la parution du « rapport Obin », et d'autres ouvrages comme les *Territoires perdus de la République*², les médias, les établissements et les enseignants plus généralement, sont davantage sensibilisés à la question de l'antisémitisme en milieu scolaire. Mais, douze ans après la parution de l'enquête qu'il a dirigée en 2003-2004, Jean-Pierre Obin, encore sous l'effet d'une certaine sidération conclut ainsi son article :

« L'histoire retiendra peut-être que cinq cents ans précisément après l'expulsion des Juifs d'Espagne et du Portugal, l'école française a connu une vague de départ des élèves juifs de certains établissements scolaires publics sous l'effet de la violence, de la menace et de la peur. Et cela dans un silence assez général dû sans doute à la pusillanimité de l'Éducation nationale et à la culpabilité refoulée des Français. Les assassinats ciblés sur le sol français de Juifs et d'enfants juifs, à côté d'autres Français, semblent aujourd'hui changer la donne, modifier les stratégies des familles et faire sortir les responsables et les médias de leur indifférence. »³

Conclusions

1) Le *monde arabo-musulman* (ou, plus exactement, le monde arabe, et, plus largement, le monde musulman) contient en son sein le foyer de haine antisémite le plus préoccupant, qui met en cause la possibilité d'une vie sereine pour les Juifs en France (pour les Juifs les plus visibles prioritairement). C'est ce milieu qui produit une majorité d'actes antisémites, allant des crimes les plus barbares aux violences et agressions quotidiennes un peu

1. *L'an prochain à Jérusalem?*, op. cit., p. 101-103.

2. Georges Bensoussan (dir.), *Les Territoires perdus de la République*, Mille et une nuits, 2002 ; réédition augmentée, Pluriel, 2015.

3. « La déscolarisation des élèves juifs de l'enseignement public français », op. cit., p. 214.

partout sur le territoire. Parmi les trois foyers examinés, de l'ultra-droite dieudo-soralienne, d'une certaine extrême gauche versant dans l'antisionisme radical et du monde arabo-musulman, c'est au sein de ce dernier que siègent à la fois des *concepteurs* (de source islamiste et fondamentaliste pour les meurtres terroristes, de source politique pour les violences quotidiennes en référence au conflit israélo-palestinien) et des *bras armés* pour le passage d'une haine passive à l'antisémitisme en acte.

Mais les deux autres foyers de haine jouent également un rôle très important dans l'amplification et souvent la légitimation de nombreux actes antisémites d'origine arabo-musulmane. Le foyer *dieudo-soralien* par exemple, en diffusant abondamment sur Internet et les réseaux sociaux les infamies du *Protocole des sages de Sion* et du complot juif international, en remplaçant le mot «juif» par «sioniste» pour éviter les poursuites judiciaires, a fortement contribué à populariser l'idée d'un complot sioniste international auprès de la population française (les jeunes plus spécialement), qui, majoritairement, n'entendait rien à ces questions. Ainsi, dans un sondage de l'Ifop sur «les Français et les 70 ans d'Israël» paru en 2018, 53 % des Français étaient d'accord avec l'idée selon laquelle «le sionisme est une organisation internationale qui vise à influencer le monde et la société au profit des Juifs.¹ Quant à l'extrême gauche et la fraction de ses militants antisionistes radicaux, par leur propagande de diabolisation systématique d'Israël, quels que soient son gouvernement et son action, ils contribuent à relativiser et même à trouver des excuses aux actes antisémites, présentés comme des réactions compréhensibles à la «sauvagerie israélienne» et à la complicité de tous les Juifs du monde.

2) L'antisémitisme, nous l'avons vu, ne concerne pas l'ensemble du monde arabo-musulman, ou plus largement, l'ensemble des musulmans de France. Certes, sur le plan statistique, les stéréotypes associés aux Juifs sont souvent partagés dans ce milieu. En revanche, c'est plus nuancé quant aux opinions générales négatives vis-à-vis des Juifs (en 2006, c'était le cas pour

1. Sondage réalisé à la demande de l'Union des étudiants juifs de France. À cette question, 11 % seulement répondaient que cette formule «s'applique très bien», et 42 % qu'elle s'applique «assez bien». Il y a donc une certaine incertitude dans la réponse, ce qui montre qu'une grande partie des répondants n'avaient qu'une idée très vague de ce qu'est le sionisme.

28 % des musulmans de France, contre 13 % de l'ensemble de la population française). Par ailleurs, en ce qui concerne la population juive de France, d'après l'enquête Ipsos de 2014-2015 (à la demande de la Fondation pour le judaïsme), si 42 % des personnes interrogées déclaraient avoir eu des problèmes (agressions, insultes, etc.) avec des personnes de confession musulmane (et 39 % avec celles d'origine maghrébine), ils sont 78 % à déclarer entretenir plutôt de bonnes relations avec des personnes d'origine *maghrébine* (et 74 % avec des *musulmans*).

De façon plus parlante encore, l'assassinat par défenestration précédé d'une longue période de torture de Sarah Halimi, 65 ans, en avril 2017 par un musulman d'origine malienne fréquentant une mosquée salafiste offre un bon exemple d'attitudes de forte empathie avec la victime de la part de personnes d'origine arabo-musulmanes ou musulmanes. C'est le cas par exemple d'une femme d'origine kabyle, qui dénonce la terreur dans ce quartier de Belleville, par une alliance entre les délinquants et les barbus, et dont elle est elle-même victime avec sa famille : « Ma fille s'est fait traiter de pute parce qu'elle venait à la maison avec son petit ami, mon fils a été agressé parce qu'il a la peau claire et les yeux bleus s'étrangle-t-elle. Quand on n'est pas comme eux, on n'est rien. » Quant à la famille Kadda, voisins de palier de Sarah Halimi, des musulmans marocains qui étaient au pays lors de l'assassinat, « ils confient avoir beaucoup pleuré lorsqu'ils ont appris la nouvelle ». On l'aimait beaucoup, dit le père : « Pour nous, c'était quelqu'un de la famille. Le samedi, jour du shabbat, il m'arrivait d'aller allumer le gaz chez elle. »¹

3) La violence faite aux Juifs en France s'est accompagnée pendant longtemps d'un silence assourdissant de la part de la classe politique et des médias (jusqu'à l'attentat de Toulouse en 2012), et surtout du corps social et de ses forces vives (syndicales, associatives) y compris lors de cette tuerie comme des suivantes. D'où l'immense sentiment d'abandon ressenti par le monde juif français, surtout quand il se réfère aux centaines de milliers de non-juifs qui défilaienr en signe de solidarité en 1990, en réponse à la profanation du cimetière juif de Carpentras. À cette époque, les coupables présumés, avant même la confirmation des années plus tard, s'orientaient vers des noyaux liés

1. Noémie Halioua, « Enquête sur une histoire française », in *Le nouvel antisémitisme en France*, op. cit., p. 27 et 28.

à l'extrême – droite. Mais dès lors que les meurtriers se proclament en lien avec la sphère des victimes de discriminations, les Juifs, renvoyés au monde des dominants, sont écartés du bénéfice d'une solidarité sociale pourtant nécessaire pour surmonter ces épreuves tragiques. Certes, les responsables politiques prenant conscience de l'image désastreuse d'une France où l'on continue à tuer des Juifs pour ce qu'ils sont soixante-dix ans après la Shoah et la collaboration du régime de Vichy, ont réagi aux attentats antisémites avec des déclarations réconfortantes. À la suite de l'attentat de l'*Hyper Cacher* en janvier 2015 notamment, les mots du Premier ministre Manuel Valls proclamant que «la France sans les Juifs ne serait plus la France», ont mis du baume au cœur de nombre d'entre eux. Mais, en l'absence désormais de l'empathie venant du corps social et des instances militantes qui l'animent, nombre de Juifs en France ont ressenti durement ce manque de solidarité; ce qui a contribué à l'émigration de certains d'entre eux et à la désaffiliation de beaucoup d'autres vis-à-vis de la société française.

Malheureusement, la troisième vague d'enquêtes réalisée par l'Institut Ipsos pour la Fondation du judaïsme français en octobre 2017 confirme la faible empathie de la population française par rapport aux Juifs en France: bien qu'ils soient conscients des craintes pour les Juifs de vivre en France, 62 % d'entre eux considèrent que leur départ ne serait *ni une bonne ni une mauvaise chose*; ce chiffre monte à 67 % chez les moins de 35 ans et à 74 % chez les ouvriers¹. Une partie majoritaire de la population française se serait-elle déjà faite à l'idée d'une France sans les Juifs? C'est la version pessimiste, qui est combattue rappelons-le par une grande partie des élites politiques notamment. Mais c'est celle du philosophe Danny Trom qui conclut ainsi son essai sur *La France sans les Juifs*: «Les juifs partent mais cela ne se voit pas, car cela n'importe pas vraiment. Le départ des juifs clôt discrètement une longue séquence historique, déjà entérinée en Europe.»²

4) Faut-il lier automatiquement la lutte contre l'antisémitisme à la lutte contre tous les racismes? Pour certains, les proches de l'extrême gauche surtout, la lutte antiraciste ne saurait se diviser sous peine d'affaiblir chacune de ses composantes. Or, mélanger la lutte contre les racismes anti-noirs ou

1. Ipsos.com/2017/relation-à-l'autre, p. 19.

2. Danny Trom, *La France sans les juifs*, PUF, 2019, p. 154.

anti-maghrébins par exemple, d'une part, et l'antisémitisme, d'autre part, serait une erreur pour deux raisons principales :

La première renvoie précisément à la difficulté signalée en introduction, d'une haine antisémite, et même d'un passage à l'acte provenant de certains eux-mêmes victimes potentielles du racisme.

La seconde tient à une différence de nature entre ces deux composantes : alors que le racisme frappe de discriminations des populations en situation dominée (économiquement, socialement, culturellement), l'antisémitisme, dans une construction fantasmée, s'attaque aux Juifs censés appartenir au camp des dominants, et même de ceux qui possèdent beaucoup de choses en plus que les autres : argent, pouvoir, influence et statut de victime.

Malgré une volonté de lutte contre tous les racismes désormais confirmée par des mesures gouvernementales ambitieuses depuis l'année 2018¹, mais à effets reportés dans le temps, on ne voit pas, pour les prochaines années, ce qui pourrait tarir les sources de la haine antisémite que l'on connaît actuellement. Les Juifs devront donc intégrer l'idée de vivre avec un niveau élevé d'antisémitisme au moins latent, comme chacun sait par exemple qu'il faut accepter de vivre avec un certain niveau de délinquance. Mais il ne s'agit pas de se résigner pour autant. Pour éviter la fuite et l'amertume de l'échec qui l'accompagne, il est nécessaire de renforcer le niveau de la lutte contre l'antisémitisme. Même s'il est compréhensible que les Juifs soient en première ligne dans ce combat, il leur faut associer un maximum d'autres forces de la société civile, et prioritairement celles issues des populations en proie au racisme, autant que possible. Et la meilleure façon d'œuvrer dans ce sens consiste pour les Juifs à s'associer aux combats contre toutes les formes de racisme.

1. Plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme (2018-2020), Premier ministre, Dilcrah.